

Le Smart Cities Tour a débuté sa saison 2019 par la "capitale de la lumière et du parfum". L'occasion d'évoquer des enjeux cruciaux pour le développement de la smart city dans les villes moyennes et petites, comme la question RH, le financement des expérimentations, le choix des technologies et surtout les délais de mise en œuvre des solutions. Pour Chartres, il faut « laisser du temps au temps », ne pas avancer vers la smart city au pas de charge.



Chartres

La Smart city sans précipitation



La principale ville du département d'Eure-et-Loir, accueillait début avril la 1^{ère} étape 2019 du Smart Cities Tour des villes moyennes et petites. Cet événement itinérant a pour ambition de démystifier la démarche smart city auprès des élus et des cadres territoriaux en allant à leur rencontre partout en France. "Pragmatisme" et "démystification" étaient bien au cœur des prises de paroles de la douzaine d'intervenants qui se sont exprimés durant cette matinée.

En introduction, Jean-Pierre Gorges, président de Chartres Métropole et maire de Chartres, a présenté la démarche smart city de sa ville. Une approche à contre-courant de bon nombre d'autres projets de ville intelligente, marquée par une relative prudence vis-à-vis des technologies et la volonté de « laisser du temps en temps ». « J'ai un profil un peu particulier. Lorsque j'ai été élu en 2001, j'étais alors DSI d'un grand groupe bancaire, a-t-il rappelé. Mais une ville est bien plus complexe à digitaliser qu'une banque. Il y a un décalage entre ce que l'on arrive à mettre en place dans une collectivité, et ce que les grandes entreprises peuvent faire. Il y a pratiquement 25 ans d'écart ! Et c'est normal, car les enjeux et les ressources sont différents. »

Selon le maire de Chartres, mieux vaut « être patient » et ne pas se précipiter pour déployer la smart city. « Plutôt que de multiplier les petits projets

technologiques, il faut prendre le temps de réfléchir à ce que les solutions numériques peuvent apporter concrètement à la construction de la ville. Il ne faut pas faire de l'innovation pour l'innovation. Nous avons davantage besoin d'architectes de la ville que d'architectes de systèmes d'information. »

Pas de smart city à marche forcée

Les projets smart city de la ville Chartres ont donc pris leur temps. C'est le cas de l'application de GRC "Ville de Chartres", qui permet aux citoyens de réaliser des signalements de problèmes en voirie, et aussi d'accéder à des informations sur les services publics, les démarches administratives, l'actualité de la ville, etc. Lancée en 2018, elle aura nécessité plus de six mois d'accompagnement, en collaboration avec la start-up Neocity et l'intégrateur Sogetrel. « En moyenne, ce type de projet va prendre deux à trois mois dans d'autres villes. Mais Chartres a pris le temps de travailler avec l'ensemble des services concernés, notamment ceux qui doivent traiter les signalements », explique Thibault Boullé, développeur commercial de l'offre Smart City de Sogetrel. Un temps qui n'a pas été perdu. « Prendre son temps a permis de bien former les agents en amont. Ensuite, leur réactivité face aux signalements de l'application GRC s'est développée bien plus rapidement que dans d'autres villes. »

Selon les représentants de la ville,



Jean-Pierre Gorges, président de Chartres Métropole et maire de Chartres



ce long développement a également permis de peaufiner l'application GRC, qui a reçu un très bon accueil auprès des citoyens. « *Après quatre mois de déploiement, le bilan est très positif. L'application a été téléchargée plus de 3000 fois* », s'est félicité Joël Gueret, directeur délégué à la sécurité et à la tranquillité publique de Chartres et Chartres Métropole. « *Avant l'application, entre novembre 2017 et mars 2018, nous avons reçu 280 signalements de citoyens par téléphone, courrier ou e-mail. De novembre 2018 à mars 2019, nous avons reçu 250 signalements avec l'application et 250 avec les autres modes de communication* », a précisé Damien Michel, directeur général adjoint de Chartres et Chartres Métropole. Cette application a été adoptée par une population nouvelle, notamment les jeunes. Elle rend également davantage les « *citoyens acteurs de leur territoire* » a souligné Damien Michel.

Les réseaux de communication, fondations de la smart city

Pour bien « *bâtir une maison* », il ne faut pas hésiter à s'attarder sur les fondations, a également indiqué Jean-Pierre Gorges. Dans le domaine de la smart city, cela passe par le déploiement de réseaux de communication, qui seront autant de supports au développement des futures solutions digitales. La ville et le département déploient déjà un réseau fibre optique



Comment exploiter des "data services urbains" ?

Ils se nomment Waze, Citymapper ou Airbnb. Ces solutions sont des "datas services urbains", des services liés aux fonctions urbaines, basés sur l'exploitation de données numériques et mobilisant divers acteurs publics et privés pour fonctionner. Comment les villes moyennes et petites peuvent tirer parti de ces services ? Comment organiser la collaboration avec les acteurs privés qui les proposent et co-construire avec eux des solutions qui serviront l'intérêt général ? C'est pour répondre à ces questions que Chronos, cabinet d'études

et de prospective, a lancé en début d'année le programme DataCités 2, avec plusieurs partenaires (le LabOuiShare, l'Ademe, la Banque des territoires, le groupe Bouygues...). Il vise à accompagner les collectivités pour concevoir, prototyper et expérimenter des datas services urbains sur leur territoire. « Les collectivités doivent adopter une posture face à ces services, elles peuvent être un régulateur, un investisseur, un réutilisateur de données, un client de données... mais elles doivent se positionner sur ce

sujet, dont se sont déjà emparés les grands acteurs de la data, comme Google », a expliqué Jean-François Lucas, sociologue et pilote du projet DataCités pour Chronos. La méthodologie proposée est basée sur l'élaboration de « projets supports » qui servent à la collectivité à se roder à l'expérimentation, au déploiement des services et à la mise en place d'une gouvernance des données. Cinq collectivités sont aujourd'hui accompagnées : Antony, La Rochelle, Poitiers, Pompey et Genève.



Pascal Hoguet, directeur du Centre d'Excellence Territoires Connectés de CapGemini

sur le territoire. Mais en 2019, ils vont également mettre en place un réseau IoT, basé sur la technologie Sigfox, et renforcer l'infrastructure pour la 4G. Pour William Guillois, directeur des innovations numériques et des systèmes d'information du conseil départemental, « les infrastructures réseaux apportent de la proximité avec les citoyens. Nous allons déployer une centaine de pylônes sur le territoire pour améliorer la couverture mobile et 31 points d'accès pour accueillir le réseau bas débit IoT ».

Cette infrastructure réseau sert déjà à la ville pour connecter ses caméras de vidéosurveillance. Elle est également au cœur du projet d'évolution du CSU (centre de supervision urbain) en centre multiservice. « Nous avons un projet de transformation de notre CSU en centre de supervision unifié et hypervisé », a expliqué Jean-Pierre Gorges. Ce projet vise à regrouper dans un seul site différents services de la ville, de la sécurité à la voirie, en passant par la régulation du trafic routier. Le CSU sera raccordé au réseau de caméras de vidéosurveillance, mais aussi aux capteurs IoT (température, mouvement...) déployés sur le territoire, ainsi qu'au système de gestion des feux de circulation. « Les signalements de l'application GRC arriveront également directement sur le système d'information du CSU », a précisé Joël Gueret. Et les agents pourront visualiser l'ensemble de ces informations sur

une carte dynamique du territoire.

Enfin, l'infrastructure réseau servira également à la diffusion de la future "smart TV locale", attendue pour 2019. Cette chaîne de télévision de proximité sera « animée par les habitants et pour les habitants ». Dans le prolongement de l'application GRC, elle doit « créer du lien » entre la ville et les habitants.

Expérimenter pour confronter la smart city au réel

De son expérience en tant que directeur informatique, Jean-Pierre Gorges a également retenu un enseignement : il ne faut pas systématiquement tout informatiser. Et pour savoir quels domaines digitaliser, l'expérimentation reste la meilleure option. « Depuis 2015, nous avons testé diverses solutions, qui n'ont pas toutes répondu aux attentes. C'est les cas de systèmes d'optimisation des feux de circulation. Finalement, la meilleure option aura été de supprimer ces feux et de les remplacer par différents aménagements de voirie. La circulation s'est améliorée. L'intelligence n'était pas dans la technologie ». Autre exemple : l'éclairage "intelligent" basé sur la détection de présence. « Cela coûte cher par rapport au résultat. Mieux vaut simplement passer à la technologie LED, qui génère déjà d'importantes économies à elle seule. »

Un avis partagé par Rémi Martial, maire de Lèves et vice-président de Chartres Métropole en charge du Numérique. « Nous avons testé plusieurs

solutions, concentrées sur deux rues, notamment un système de stationnement intelligent, indiquant à l'automobiliste des places libres. Une solution qui n'a pas été retenue pour des raisons techniques et de coût. Grâce à l'expérimentation, nous testons la viabilité technique des solutions et leur ROI. Elle permet d'écarter les dispositifs gadget et de retenir les solutions qui répondent réellement aux besoins, avec un modèle économique viable. »

Pour Emmanuel Passilly, responsable d'Investissements "Villes et territoires intelligents" à la Caisse des Dépôts, « il faut faire des expérimentations, mais sur des solutions qui ont vocation à pouvoir ensuite être généralisées. Il est dommage d'expérimenter sans aucune perspective de généralisation. Cela signifie qu'il faut, dès le début, se poser la question du modèle économique de la solution et de son financement ».

Se structurer pour trouver des financements

Sur cette question du financement de l'expérimentation, Emmanuel Passilly a précisé que bon nombre de projets smart city n'étaient pas assez structurés pour trouver des financements. « Le programme "Action cœur de ville" vise justement à structurer ces projets », a-t-il souligné. La ville de Dreux mise justement sur ce programme de la Caisse des Dépôts pour des expérimentations autour de l'analyse des flux de déplacements. « Sur l'ingénierie et la phase étude, nous avons été



Thibault Boullé, développeur commercial de l'offre Smart City de Sogetrel, Joël Gueret, directeur délégué à la sécurité et à la tranquillité publique de Chartres et Chartres Métropole, et Damien Michel, directeur général adjoint de Chartres et Chartres Métropole.



Lucie Jugé, directrice de l'action Cœur de ville de Dreux



Rémi Martial, maire de Lèves et vice-président de Chartres Métropole en charge du Numérique

accompagnés par l'équipe régionale de la Caisse des Dépôts, notamment pour rencontrer les entreprises partenaires. Et bien entendu, nous travaillons aussi avec elle pour financer les expérimentations », a souligné Lucie Jugé, directrice de l'action Cœur de ville de Dreux.

Selon Richard Bozon, directeur général des services de la ville de Dreux, « le plus difficile est bien souvent de trouver les financements pour des projets intermédiaires. Les plus larges projets sont plus faciles à financer ». Une des solutions serait de travailler avec des jeunes pousses. « Les start-up proposent souvent des solutions financièrement intéressantes qui favorisent ainsi l'expérimentation ».

Enfin, pour Pascal Hoguet, directeur du Centre d'Excellence Territoires Connectés de CapGemini, « l'expérimentation est incontournable. Mais il faut aussi voir plus loin. À Dijon par exemple, le projet Smart city sera en partie financé par les économies générées par diverses modernisations, notamment celle de l'éclairage public. En allant directement à ce niveau de déploiement, la collectivité a trouvé un modèle économique pertinent, qui est de financer un projet par les économies qu'il génère. »

La smart city : un enjeu RH plus que technique

« La plus grande résistance au développement de la smart city ne vient pas de l'habitant mais de ceux qui travaillent dans la ville », a indiqué Jean-Pierre Gorges. Cette résistance au changement de certains agents territoriaux, a également été observée par Damien Michel : « il ne faut pas sous-estimer la dimension RH d'un projet comme notre application GRC. Cela a changé le travail de nos agents ».

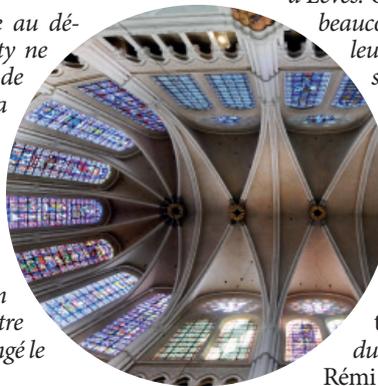
Un point de vue également partagé par Rémi Martial. « Nous avons mis en

place un portail famille il y a deux ans à Lèves. Certains agents ont rencontré beaucoup de difficultés à changer leur mode de travail pour aller sur le back-office du portail.

Il y a une vraie question RH dans ce type de projet. » Ce n'est qu'au bout de deux ans que le portail a commencé à porter ses fruits, notamment en matière d'économies de fonctionnement et de gain de temps. « Il faut savoir laisser du temps au temps », a conclu

Rémi Martial, partageant ainsi l'approche de Jean-Pierre Gorges.

CHRISTOPHE GUILLEMIN



En 2019, le Smart Cities Tour se poursuit dans sept autres collectivités : Carcassonne (14 mai), Soissons (13 juin), CC Pays Haut Val d'Alzette (11 juillet), Beausoleil (17 septembre), Nîmes (15 octobre) La Rochelle (7 novembre) et Antony (28 novembre).

PARTENAIRES ET SPONSORS DU SCT CHARTRES

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

avioca

VILLES
FRANCE
VILLE & AGGLOMERATION

SPONSORS GOLD

BANQUE des
TERRITOIRES

Sogetrel Capgemini